

	<ul style="list-style-type: none"> - DCI Monaco pour un montant de 300 000 EUR <p>Contribution des Etats-membres dans le cadre de la TEI Jeunesse à Madagascar (à titre indicatif) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Allemagne : 11 700 000 EUR - France : 38 000 000 EUR
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	<p>Modalité du projet</p> <p>Gestion directe par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Marchés publics - Subventions (y incluses des subventions de jumelage) <p>Gestion indirecte avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GIZ - entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.7, 4.4.8 et 4.4.9

1.2 Résumé de l'Action

Cette action vise à améliorer la qualité de l'action publique et citoyenne au service du développement à Madagascar.

Elle vise à renforcer les capacités des citoyen.ne.s, en tant que détenteurs de droits, à les connaître et jouer ainsi leur rôle de citoyens mais aussi à renforcer les capacités des institutions, de la partie gouvernementale et des communes dans leur contribution efficace au développement de Madagascar. L'action vise ainsi à rapprocher les citoyen.ne.s et les institutions, à renforcer la relation de confiance et de ce fait à renforcer la qualité de l'action publique.

Ce programme se base sur une approche holistique (avec un lien clair entre le volet institutionnel et l'appui à la société civile) sur la base des bonnes pratiques de gouvernance au niveau international. En même temps, le programme est pragmatique en se focalisant sur la capitalisation et la continuité d'activités qui ont atteint des résultats concrets par le passé et en ciblant l'application des réformes dans les secteurs d'importance pour la coopération UE.

Le programme est structuré autour de deux objectifs spécifiques:

- Bâtir une gestion des finances publiques plus efficace, équitable, transparente dans les secteurs d'importance pour la coopération UE;
- Accroître l'engagement citoyen dans le domaine de l'action publique.

L'action se déploiera au niveau national ainsi que dans les cinq principales régions de concentration de l'Union européenne à Madagascar, à savoir Analamanga, Atsimo-Atsinanana, Diana, Haute Matsiatra et Vakinankaratra (rassemblant plus de 35% de la population malgache soit près de 9 millions de personnes, et représentant près de 500 communes soit un tiers environ du total des communes).

Pour le Grand Sud, le programme tient compte des financements existants de EUR 2 milliards d'autres partenaires techniques et financiers (PTF), notamment sur les thématiques couvertes par le programme. Afin d'éviter la duplication, le choix a donc été fait (i) que le présent programme soit présent en Androy, Atsimo Andrefana et Anosy (Grand Sud) uniquement à travers le Fonds commun d'appui à la société civile (« FANAINGA ») et (ii) que le présent programme soit présent sur l'ensemble de ses composantes dans la région du Grand Sud Atsimo-Atsinanana uniquement. Par ailleurs, le programme propose de s'aligner dans son choix de régions de concentration avec le programme santé (AAP 2022), le futur programme éducation-formation et avec les programmes en cours sur le 11^e FED (développement rural).

Les modalités de mise en œuvre envisagées sont :

- La gestion directe (contrats de services) pour une assistance technique qui devra assurer le renforcement de capacités et accompagner les acteurs dans la mise en œuvre des réformes et activités.
- La gestion indirecte avec une agence d'un État membre de l'UE : la Deutsche Gesellschaft Für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) pour la gestion des appuis à la société civile malgache selon une approche intégrée (à travers le fonds commun d'appui à la Société civile Fanainga)
- La gestion indirecte avec une organisation internationale pour gérer le volet digitalisation au niveau équipement et infrastructures afin de continuer la mise en place des infrastructures digitales nécessaires aux